

# le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-RÉDACTION : 29, RUE PIAT — PARIS (20<sup>e</sup>)

(Métro : Pyrénées)

## Les mouches cochères

A en croire la presse du Front populaire, la victoire de ce dernier ne ferait aucun doute. La prochaine Chambre, où toutes les nuances du rouge domineront, sera éclatée dans l'enthousiasme.

Cependant, malgré cet optimisme communautatif, il se trouve d'irréductibles réfractaires à l'enthousiasme.

Et nous sommes de ceux-là.

Depuis bientôt un an que s'est constitué le Front populaire, nous n'avons cessé de crier casse-cou aux travailleurs, quand nous avons vu que, dès sa naissance, ses auteurs n'avaient eu pour but véritable que d'en faire une formation strictement électoraliste.

Si nous avons dénoncé sans relâche cette illusion de l'action — de l'inaction plutôt — parlementaire, ce ne fut pas pour le vain plaisir de jouer les Cassandra et les prophètes de mauvais augure. Mais c'est parce que tous les *faits* de la vie politique française, depuis ces quinze dernières années, n'ont fait que corroborer notre défiance du principe du parlementarisme.

Nous avons dit sur tous les tons que c'était en dehors du Parlement que le sort des travailleurs devait se jouer. Et il apparaît bien qu'avant qu'il soit longtemps les graves événements qui se préparent nous donneront raison.

Quand nous parlons de graves événements, nous ne pensons pas seulement aux complications de la situation extérieure. Nous avons aussi et surtout en vue la conjoncture politique intérieure.

Orienté, inspiré par les communistes, lesquels sont bien déterminés à tous les sacrifices pour que la France reste « forte », le Front populaire devra sacrifier son programme social pour se maintenir au pouvoir et ne pas entreprendre de bataille avec tous les privilégiés du régime capitaliste. Ou alors s'il veut réaliser ce programme, il faudra se résoudre à une action véritablement révolutionnaire, qui dressera contre lui toutes les forces de réaction qui sont un peu plus nombreuses que les deux cents familles... Et cette action révolutionnaire aura pour conséquence fatale d'affaiblir le potentiel offensif de la France, ce qui, évidemment, ne saurait convenir à M. Staline.

Voilà un dilemme qui n'a pas échappé, on peut le croire, aux yeux attentifs des « deux cents familles ». Elles savent, par une expérience plusieurs fois renouvelée, qu'un « triomphe » électoral des gauches est de courte durée dans ce pays où toute l'économie nationale leur est soumise.

Aussi, d'ores et déjà, leurs précautions sont-elles prises, leur dispositif de combat est organisé. L'ennemi populaire sera attaqué sur plusieurs fronts. Déjà, dans la grande presse, la dévaluation est à l'ordre du jour. Malgré le bluff des plumeuts de l'*HUMANITÉ* qui se présentent comme les meilleurs défenseurs de l'intégrité du franc, il apparaît bien qu'on ne pourra désormais y échapper. La dette perpétuelle s'est accrue de plus de 70 milliards depuis quatre ans, et tout le monde sait que la moitié du budget est consacrée à son service. Or, la dévaluation dressera contre le Front populaire l'énorme masse des petits porteurs, des petits rentiers, etc. Elle aura pour conséquence inéluctable d'accroître le coût de la vie et d'accentuer encore la poussée revendicative qui ne manquera pas de se produire après l'arrivée au pouvoir des gens qui auront promis monts et merveilles aux électeurs ouvriers.

On connaît déjà la réponse des grands trusts aux revendications ouvrières. Les compagnies minières ont opposé un refus brutal et catégorique aux mineurs qui demandaient le rajustement de leurs conditions de travail. Parlant l'autre semaine au banquet du Comité Central de la Laine, le nommé Koenig, successeur du trop célèbre Mathon à la présidence du Consortium textile, a déclaré brutalement au ministre du Commerce en exercice que les grands patrons du textile étaient opposés formellement à toute augmentation de salaire, à la semaine de 40 heures et au contrat collectif.

Idem dans la métallurgie.

Dumoulin rapportait l'autre jour dans le *Populaire* qu'au Congrès de Toulouse, un délégué connu, paraît-il, pour sa méfiance systématique du pouvoir, s'était écrit qu'il faudrait beaucoup fréquenter le ministère du Travail après les élections. Et Dumoulin de surenchérir en disant qu'en effet ce ne sera pas pour son titulaire une situation de tout repos.

Et bien, nous ne savons pas si les militants ouvriers devront fréquenter après les élections le Ministère du Travail. Mais il y a une chose dont nous sommes sûrs : c'est qu'ils devront fréquenter surtout les carreaux de mines, les chantiers et les usines. Car c'est là qu'elle se fera, la poussée revendicative.

Et ayant été de « bons députés », les électeurs ne tarderont pas à s'apercevoir que ceux-ci sont aussi impuissants à agir sur leur sort que l'était sur le coche la mouche du fabuliste. Ils bourdonneront beaucoup, mais ils n'agiront point. Car l'action ouvrière, pour être efficace, ne peut être que directe et non parlementaire.



## LA CAMPAGNE ANTIPARLEMENTAIRE

La bataille électorale est ouverte.

Les partis qui vont s'affronter pour la conquête des mandats électoraux battent le rappel, aux gros sous et mobilisent leurs troupes pour un effort intensif et qui, paraît-il, doit être décisif.

« Le salut du pays est en jeu ... qu'ils disent.

Et chacun d'eux de se féliciter des premiers résultats de cet « appel au peuple ».

De Kerillis annonce que les 3 millions à qui il a rega<sup>s</sup> vont être doublés. Les communistes, qui sont à 600.000, veulent le million, etc.

Devant toutes ces forces coalisées pour perpétuer la duperie électorale, les anarchistes doivent-ils rester inactifs ?

Nous affirmons le contraire. Sur eux seuls repose la responsabilité de débrouiller les crânes, trop longtemps abusés.

Or il ne s'agit pas d'opposer des balivernes aux boniments qui seront apportés par les politiciens de tous poils, mais de présenter une critique judicieuse et un programme d'action s'inspirant nettement des aspirations ouvrières.

Notre position est solide.

La faillite de tous les partis politiques est consommée. Le régime capitaliste craque de toute part.

Après l'expérience du Front populaire, son échec certain, aucune majorité politique stable ne sera possible. Cette Chambre sera la dernière représentation du parlementarisme.

Toutes nos théories se trouvent vérifiées par l'expérience.

Anarchistes vous devez en profiter. La lutte qui s'engage présentement est la lutte définitive.

Pour les masses désillusionnées du Front populaire, il ne restera plus que deux solutions : le fascisme ou la Révolution sociale.

Devant les expériences désastreuses de l'Italie et de l'Allemagne, les travailleurs de ce pays se détourneront des promesses fallacieuses des apprentis dictateurs, ils prendront la route de la Révolution.

Quelle Révolution ? Une seule ... Celle qui les délivrera d'une façon complète.

La Russie a démontré que la prétendue dictature du prolétariat, ne pouvait avoir d'autres résultats que de faire surgir une nouvelle classe d'exploiteurs, qui a ravi aux masses ouvrières et paysannes les bénéfices de la Révolution.

Pendant ces dernières années le parti communiste a pu dissimuler son vrai visage sous un masque révolutionnaire. Aujourd'hui, le masque est tombé. L'*HUMANITÉ*, au service du gouvernement russe, mène une campagne ultra-chauvinne. Presque chaque jour nous recevons soit la visite, soit des lettres de militants ou sympathisants communistes qui, dégoûtés de l'attitude de leurs dirigeants, viennent à nous.

Nos méthodes d'action directe, nos conceptions de la démocratie ouvrière fédératrice anti-étatiste s'imposent de plus en plus dans les esprits.

Devant la faillite de tous les partis politiques nous crions : Place à l'anarchie ! Place à ce régime, qui donnera à chacun le maximum de biens-étre et de liberté.

Dans des circonstances aussi exceptionnelles, anarchistes, vous devez faire triompher votre idéal : Tous groupés et unis vous devez vous lancer dans la lutte.

La foire électorale vous donne l'occasion d'intensifier votre propagande. Partout où cela est possible vous devez poser des can-

didatures afin d'avoir droit aux panneaux d'affichage.

L'Union anarchiste a voulu être à la hauteur des événements. Elle a fait un effort exceptionnel.

Déjà dans le département de la Seine, près de quarante candidatures ont été posées.

Pour permettre à tous nos amis d'engager le bon combat, nous avons fait édier des papillons, des affiches que nous mettons à leur disposition.

Notre prochain numéro sera un numéro spécial, que, pour faciliter la propagande, nous laisserons aux prix le plus bas.

Quel est donc le camarade qui ne pourra pas disposer de 3 fr. pour faire l'achat de 10 numéros qui bien placés serviront à débrouiller quelques crânes ? Quel est donc le groupe de camarades qui ne pourra pas acheter 50, 100 ou plusieurs centaines de numéros, qui pourront être vendus ou distribués dans les meetings pendant toute la campagne ? Personne ne doit se refuser à participer à la lutte — mais il est indispensable que tous nous envoyions leurs commandes immédiatement, pour nous permettre de fixer le chiffre de notre tirage.

**TOUS DEBOUT ! TOUS A L'ACTION !**

Les partis politiques demandent des centaines de mille francs, des millions pour mener leur besogne détestable, nous n'en demandons pas tant.

Quelques milliers de francs nous suffisent, mais ils nous sont nécessaires.

Camarades, faites vos commandes d'affaires, de papillons, de numéros spéciaux. Adresssez les fonds à M. Faucier, chèque postal : Paris 596.03.

(Voir la suite en 3<sup>e</sup> page)

### ABONNEMENTS AU « LIBERTAIRE »

FRANCE	ETRANGER
52 Nos ..... 22 fr.	52 Nos ..... 38 fr.
28 Nos ..... 11 fr.	28 Nos ..... 16 fr.
13 Nos ..... 6 fr. 50	13 Nos ..... 7 fr. 50

Chèque Postal : N. Faucier, Paris 596.03, 29, rue Piat, Paris (20<sup>e</sup>).

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

## Le chemin de la paix

On ne saurait passer sous silence la récente réunion à Londres (elle s'est tenue en même temps que le Conseil de la S. D. N.) des deux Internationales ouvrière et socialiste. Les décisions qui en sont sorties intéressent toute la classe ouvrière et pourront déterminer le caractère de la lutte à mener contre la guerre.

Or, il faut le dire sans ambiguïté, ces décisions nous paraissent à la fois inefficaces et dangereuses. Dans l'essentiel de leur teneur, elles reprennent la motion de la C. G. T. dont nous avons dit ici toute l'équivoque. Jouhaux peut se vanter après cela d'avoir vaincu certaines préventions des travailleurs anglais et, par là même, d'avoir contribué à modifier l'opinion et la politique des Trade-Unions et du Labour Party. Tout cela est fort bien. Mais croit-il avoir vaincu pour la paix ? On en revient toujours aux mêmes errements. On pense — négligeant l'action propre des travailleurs français — que la seule chance d'éviter la guerre réside dans une entente des deux gouvernements de Paris et de Londres, et il importe dès lors de diriger l'opinion publique anglaise à accepter les thèses françaises sur la responsabilité unilatérale de l'Allemagne.

Il est facile de concevoir l'appui qu'en reçoit le gouvernement français, mais, encore une fois, la paix s'en trouve-t-elle mieux assurée ?

Que penser, par ailleurs, de cette organisation de la sécurité collective conclue sur la base du respect des traités et de l'aide apportée contre l'agresseur ? Que dire de cette condamnation redoublée de la décision de Hitler de rompre avec les dernières obligations de Versailles et de Locarno ? Comment peut-on dire enfin que ce dernier traité fut librement consenti ? Veut-on dire que Stresemann et Luther apposèrent leur signature sans y être le moins du monde contraints et que c'est en toute liberté qu'ils parphèrent un traité qui confirmait la perte des colonies du Reich, qui limitait étroitement sa puissance militaire et qui, en particulier, lui interdisait de réarmar la zone rhénane, c'est-à-dire la zone la plus vulnérable de l'Allemagne ?

C'est là, répétons-le, un insupportable rabâchage impérialiste. Qui le prend à son compte entre pleinement dans les vues du gouvernement français qui a tenu, on s'en souvient, à faire constater et qui voulait faire condamner par le Conseil de la S. D. N. la violation allemande, sachant bien que cette condamnation justifiait toute violence répressive, présente ou à venir. Nous préférons, quant à nous, opposer à ces menaces ce fait que l'histoire n'a jamais enregistré de traité librement consenti, que tous les règlements internationaux ne furent jamais que des contraintes imposées par le vainqueur au vaincu et que, dans ces conditions, il n'est pas permis de parler d'une violation du droit de s'y soumettre.

C'est ce mépris, cette horreur de l'autorité qui fait de l'anarchiste, dans la société présente, un être tout à fait à part et du communisme libertaire un régime social qui ne s'apparente à aucun autre et s'oppose à tous les autres.

C'est cette condamnation du « Droit de commander » et du « Devoir d'obéir » qui conduit nécessairement l'anarchiste à l'abstentionnisme, le fait d'élire les législateurs ayant pour conséquence directe et certaine de conférer aux élus le pouvoir de fabriquer des lois et d'imposer aux électeurs le devoir de s'y soumettre.

C'est ce mépris, cette horreur de l'autorité qui fait de l'anarchiste, dans la société présente, un être tout à fait à part et du communisme libertaire un régime social qui ne s'apparente à aucun autre et s'oppose à tous les autres.

C'est, enfin, ce sens profond de l'égalité sociale qui conduit à la reconnaissance effective et au respect positif des droits et des devoirs mutuels et, par une pente naturelle, aboutit à la pratique de la Solidarité.

SEBASTIEN FAURE.

## Considérations sur l'abstentionnisme anarchiste

J'ai reçu du camarade G. Carbo la lettre suivante :

Cher ami,  
Désirieux de connaître l'opinion des camarades les plus en vue de tous les pays sur un point que nous estimons très important, le groupe *Mas Lejos*, de Barcelone, vient d'ouvrir une enquête.

Nous te prions instantanément d'y concourir, en répondant aux questions suivantes :

1<sup>o</sup> L'abstentionnisme électoral est-il pour les anarchistes une question de principe ?

2<sup>o</sup> Peut-on, au contraire, le considérer comme une simple question de tactique ?

3<sup>o</sup> Les anarchistes peuvent-ils, en vue de telles circonstances et laissant de côté tous les scrupules, s'apprêter à la prise et à l'exercice transitoire du pouvoir sous n'importe quelle forme, comme moyen d'accélérer la marche vers la réalisation de l'anarchie ?

Cette enquête étant de nature à intéresser les lecteurs du *Libertaire*, je leur communique ma réponse :

1<sup>o</sup> « L'abstentionnisme » n'est pas, pour les anarchistes, une question de principe. L'abstentionnisme n'est qu'une conséquence, mais une conséquence logique, rigoureuse, inévitabile des principes sur lesquels reposent les données fondamentales de l'anarchie.

Entre les principes anarchistes et l'abstentionnisme, l'association est tellement étroite et si indissoluble, que quiconque adopte ces principes est tenu de pratiquer l'abstentionnisme, sous peine de mettre sa

façon d'agir en contradiction avec sa façon de penser.

De ce point de vue, il est permis de dire que, pour les anarchistes, l'abstentionnisme *a toute la valeur d'un principe* :

2<sup>o</sup> Si l'abstentionnisme n'est pas, à proprement parler, une question de principe, il n'est plus qu'un problème de tactique.

Mais, alors, il est nécessaire d'ajouter :

a) Que la tactique doit toujours être en liaison intime, en parfaite concordance avec les principes ;

b) Que tactique et principes doivent suivre la même orientation et se diriger vers le même but ;

c) Que la tactique doit être fonction et application du principe et que toute opposition entre le principe adopté et la tactique employée conduit fatallement soit à la condamnation de la tactique, soit à la ruine du principe ;

3<sup>o</sup> J'estime que, en aucun cas et quelles que soient les circonstances, les anarchistes ne doivent s'apprêter à la prise de possession de ce qu'on

# Le prolétariat et la lutte contre la guerre et le fascisme

Jamais peut-être les dangers de guerre n'ont été plus menaçants que depuis le « coup de force de Hitler » réoccupant la zone démilitarisée de la Rhénanie. Aussi, voit-on les partis se réclamant de la classe ouvrière redoubler d'ardeur dans leur lutte pour la « défense de la Paix et de la Liberté » dans la « sécurité collective » ; mot d'ordre qui semble devenu leur préoccupation dominante, mais mot d'ordre qui n'a absolument rien de révolutionnaire et qui exprime au contraire très clairement la tendance strictement conservatrice des ces partis qui prétendent mener le prolétariat à la Révolution. Bien entendu, la C.G.T., réunifiée donne son plein appui à cette politique de conservation sociale.

On n'entend plus parler de la révolution prolétarienne ; c'est fini ! les révolutionnaires, ou soi-disant tels, sont devenus les seuls conservateurs dignes de ce nom. Ils sont désormais, et ils le proclament bien haut, les véritables défenseurs de la république bourgeoisie et de ses libertés démocratiques, ces libertés dont les communistes nous disaient, il n'y a pas encore bien longtemps, qu'elles n'étaient que le « paravent du fascisme ». Ils entendent opposer à la menace permanente d'un putsch fasciste... « la barrière du sentiment républicain du pays et des forces d'ordre » (sic). Les faux communistes d'hier, devenus subtilement nationalistes et patriotes sur l'ordre de Staline, chantent *La Marseillaise* en compagnie des « assassins » Dalaïder-Frot qui ils voulaient envoyer au pôleau au lendemain du 6 février.

En 1914, la capitulation dans l'Union Sacrée des organisations ouvrières se fit *in extremis* ; aujourd'hui, il n'en est plus de même : ces mêmes organisations préparent, d'ores et déjà, et ce ouvertement et systématiquement, l'Union de la nation française contre l'hitlérisme. On sait d'autre part que, depuis la fameuse déclaration de Staline qui « comprend et approuve pleinement la politique de défense nationale faite par la France » et davantage encore depuis que le pacte Franco-Soviétique est définitivement signé, l'ennemi, le seul qu'il faut combattre, d'après les communistes surtout, ce n'est plus « le capitalisme fauteur de guerre », mais le fascisme uniquement, — « le fascisme, c'est la guerre ! » — et le fascisme, c'est... Hitler.

Donc, la bourgeoisie française peut dormir tranquille : le communisme, ce n'est plus son « ennemi », mais son ami et même son meilleur ami, car sans son appui, il lui serait assez difficile de déclencher une nouvelle guerre. Comme nous le disons plus haut, c'est ouvertement que l'on prépare le prolétariat à accepter la guerre ; malheureusement, le prolétariat continue à suivre, comme un vil troupeau, sans rien voir ni comprendre, ces imposteurs à la solde de Moscou et autres menteurs professionnels de la politique.

## QUI FAIT LA GUERRE ET QUI LA PREPARE ?

Jusqu'ici, nous avons toujours entendu dire que ce sont les capitalistes qui préparent la guerre. Il y a là un malentendu qu'il nous faut dissiper, car d'aucuns pensent que ce sont réellement les capitalistes qui « préparent » la guerre et que les ouvriers, eux, n'ont plus qu'à en faire les frais avec les paysans. Purement et simplement, Malheureusement, la vérité est tout autre. En effet, s'il est vrai que le capitalisme, en tant que système de production, mène inévitablement à la guerre, il ne fait pas oublier par contre que les ouvriers n'en sont pas seulement d'innocentes victimes parce que, en réalité, ce sont bel et bien les ouvriers qui, de leurs propres mains, la préparent, et non point, comme on tend à le faire croire, les capitalistes. N'oublions pas surtout d'ajouter que les ouvriers ne se contentent pas de la préparer : c'est encore eux qui la font. Et ils la font précisément pour sauvegarder le régime qui les exploite et les affame, et permettre aux gros capitalistes de remplir leurs caisses-forts.

Tout cela est certes, bien douloureux à constater, mais c'est ainsi : la guerre n'est possible que parce que les ouvriers sont assez inconscients pour la préparer, et assez lâches pour la faire ensuite.

Il est utile, croyons-nous, de remarquer en passant que, depuis la déclaration de Staline, le parti communiste a cessé complètement toute lutte contre l'armée de l'impérialisme français. Mais il ne s'est tenu pas là, et depuis que la France impérialiste, celle qu'il n'avait jamais cessé de nous présenter comme étant à la « tête de la croisade anti-soviétique », est devenue l'allié de la « Patrie Proletarienne » menacée par l'hitlérisme, tout est changé : il est désormais pour une armée vraiment républicaine, c'est-à-dire purgée de ses éléments fascistes. Avec Lénine, il s'agissait de désorganiser l'armée bourgeoisie ; à présent, pour les communistes aux ordres de « Staline le Grand » (sic), il s'agit, au contraire, de la « réorganiser », de la rendre plus républicaine, plus cohérente, plus forte et plus sûre. Car vous pensez bien que la « Patrie Proletarienne » ne demande qu'une chose c'est que son allié ait une armée aussi sûre et puissante que possible. Il faut que « l'Union de la nation française » soit scellée solidement ; aussi le parti communiste s'y emploie-t-il avec la plus grande ardeur, et gare à ceux qui prétendent prêcher encore le défaïtisme révolutionnaire, la « transformation de la guerre impérialiste en guerre civile » ; ils se seraient qualifier de traitres pour ceux-là mêmes qui en font profession !

## LA LUTTE CONTRE LE FASCISME

Tout d'abord qu'est-ce que le fascisme ? C'est, en dernière analyse, la domination par la force de la bourgeoisie sur le prolétariat : la fin de toute démocratie. C'est l'Etat fort, dictatorial, qui permet au système capitaliste de se sauver de la crise sans issue dans laquelle il est engagé. On sait comment, par sa démagogie anti-capitaliste et l'extorsion du sentiment national, le fascisme a réussi à attirer à lui la majorité des classes moyennes et, même, une partie du prolétariat. En tous cas, chacun s'accorde à reconnaître que le fascisme puisait surtout ses forces dans les classes moyennes que la crise a durablement touchées. Et, pourtant, nous voyons le parti radical, expression politique de ces classes, adhérer au Front Populaire, lequel prétend justement lutter contre le fascisme. Qu'est-ce à dire ? Eh bien ceci : le parti radical s'est

parfaitement rendu compte que les partis socialistes et communistes n'ont absolument plus rien de révolutionnaire, et que, partant, leur anti-fascisme n'est qu'un trompe-l'œil qui leur permet de freiner l'ardeur révolutionnaire des masses. En effet, ne voyons-nous pas les dirigeants communistes qui naguère étaient les partisans acharnés de la lutte de classes (classe contre classe) prêcher la Paix Sociale et la « Réconciliation française » ? En outre, ne font-ils pas tout leur possible pour empêcher l'armement du prolétariat, allant jusqu'à traire de provocateurs ceux qui n'entendent pas la chose ainsi et qui prétendent que l'action directe est seule efficace. Mais les chefs communistes, ainsi que les socialistes, ne se contentent pas de prêcher le désarmement des groupes d'action directe, ils ont fait voter à ce sujet, sous prétexte de « désarmement des ligues », une loi interdisant l'armement des prolétaires révolutionnaires qui savent qu'on ne lutte pas victorieusement contre les bandes fascistes armées en chantant des hymnes à la liberté !

Inutile d'insister ; seuls les aveugles et les ignorants peuvent ne pas se rendre compte que le Front Populaire veut, en réalité, avancer le fascisme ; mais non pas, comme on sera tenté de le croire, pour mieux aider le prolétariat à faire sa révolution, — car la lutte qui met aux prises l'antifascisme du Front Populaire et le fascisme du colonel de La Rocque n'est pas une lutte entre le prolétariat révolutionnaire et la bourgeoisie conservatrice : c'est une lutte entre deux franges conservatrices et rien de plus ! C'est dire que le prolétariat n'a rien à attendre de l'issue d'une telle lutte... Le Front Populaire au pouvoir, ce sera toujours le même système d'exploitation qui régnera, et quand il tentera de se soulever contre celui-ci, il trouvera toujours devant lui l'Etat bourgeois avec sa répression impitoyable ! Seulement, celle-ci sera exercée par le Front Populaire : voilà tout...

On pourrait assimiler la politique du Front Populaire à celle qu'ont toujours pratiquées les socialistes dans les pays où leur influence était énorme, (Allemagne, Autriche, Angleterre, etc.) c'est la *politique du moins mal*, tant combatte naguère par les communistes ! Or, on connaît les conséquences de celle-ci, ainsi que son résultat : le *Fascisme*. Aussi, quand les communistes disaient naguère : que pratiquer la politique du moins mal c'est préparer le lit du fascisme, ils avaient raison ! Pourtant, nous les voyons aujourd'hui à la remorque du parti radical et des « républicains sincères » (?) Nous les voyons même voter la confiance à Sarraut, l'homme du « Le Communisme, voilà l'ennemi ! », ex-ministre de l'Intérieur du gouvernement Doumergue, c'est-à-dire responsable des assassinats d'ouvriers commis par la police le 9 février 1934. Il est vrai que nous n'avons pas oublié comment, en Allemagne, les communistes, dans leur haine contre le social-démocrate, qu'ils accusaient de faire le jeu du fascisme, en vinrent à s'unir à Hitler pour battre celle-ci en Prusse, lors du fameux plébiscite de 1933. Nous n'avons pas oublié non plus comment le parti communiste rivalisa de démagogie nationaliste avec Hitler, lui opposant le « Führer » Thaelmann qui, seul, voulait vraiment la « libération nationale et sociale du peuple allemand » ; qui qui fut laissé réellement « contre le jeu des Versaillais » justement quaième par les communistes, jusqu'à la signature de l'alliance franco-russe, de « trahison de brigandage » ! Or, aujourd'hui, nous voyons le parti communiste nous affirmer que, non seulement ce traité n'est pas, comme il nous l'affirait alors, une « cause permanente de guerre », mais, au contraire, « la seule garantie de paix en Europe » !

Devant de telles constatations, tous les révolutionnaires dignes de ce nom sentiront la nécessité urgente, impérieuse, d'appeler les ouvriers à s'organiser, en marge de la trahison des partis socialistes et communistes, en vue de la lutte décisive contre les groupements fascistes (si ceux-ci devaient relever la tête) et surtout contre le système capitaliste lequel engendre le fascisme et la guerre. Il faut que chaque ouvrier sache que la lutte véritable contre le fascisme ne peut être menée que sur le terrain de la *Lutte des Classes* ; et cela, parce que la lutte contre le fascisme, — comme la lutte contre la guerre, — c'est avant tout la lutte contre la bourgeoisie et son Etat soi-disant républicain. Les vrais révolutionnaires n'ont pas à défendre cet Etat contre un autre Etat, — cet autre fut-il fasciste, — mais à le détruire par la révolution libératrice. Pour eux, leur devoir n'est pas, comme Vaillant-Couturier l'a écrit dans *l'Humanité*, d'opposer à « la menace permanente d'un putsch fasciste, la barrière républicaine » ; mais de préparer l'avenir, et surtout contre le système capitaliste lequel engendre le fascisme et la guerre. Il faut que chaque ouvrier sache que la lutte véritable contre le fascisme ne peut être menée que sur le terrain de la *Lutte des Classes* ; et cela, parce que la lutte contre le fascisme, — comme la lutte contre la guerre, — c'est avant tout la lutte contre la bourgeoisie et son Etat soi-disant républicain. Les vrais révolutionnaires n'ont pas à défendre cet Etat contre un autre Etat, — cet autre fut-il fasciste, — mais à le détruire par la révolution libératrice. Pour eux, leur devoir n'est pas, comme Vaillant-Couturier l'a écrit dans *l'Humanité*, d'opposer à « la menace permanente d'un putsch fasciste, la barrière républicaine » ; mais de préparer l'avenir, et surtout contre le système capitaliste lequel engendre le fascisme et la guerre. Il faut que chaque ouvrier sache que la lutte véritable contre le fascisme ne peut être menée que sur le terrain de la *Lutte des Classes* ; et cela, parce que la lutte contre le fascisme, — comme la lutte contre la guerre, — c'est avant tout la lutte contre la bourgeoisie et son Etat soi-disant républicain. Les vrais révolutionnaires n'ont pas à défendre cet Etat contre un autre Etat, — cet autre fut-il fasciste, — mais à le détruire par la révolution libératrice. Pour eux, leur devoir n'est pas, comme Vaillant-Couturier l'a écrit dans *l'Humanité*, d'opposer à « la menace permanente d'un putsch fasciste, la barrière républicaine » ; mais de préparer l'avenir, et surtout contre le système capitaliste lequel engendre le fascisme et la guerre. Il faut que chaque ouvrier sache que la lutte véritable contre le fascisme ne peut être menée que sur le terrain de la *Lutte des Classes* ; et cela, parce que la lutte contre le fascisme, — comme la lutte contre la guerre, — c'est avant tout la lutte contre la bourgeoisie et son Etat soi-disant républicain. Les vrais révolutionnaires n'ont pas à défendre cet Etat contre un autre Etat, — cet autre fut-il fasciste, — mais à le détruire par la révolution libératrice. Pour eux, leur devoir n'est pas, comme Vaillant-Couturier l'a écrit dans *l'Humanité*, d'opposer à « la menace permanente d'un putsch fasciste, la barrière républicaine » ; mais de préparer l'avenir, et surtout contre le système capitaliste lequel engendre le fascisme et la guerre. Il faut que chaque ouvrier sache que la lutte véritable contre le fascisme ne peut être menée que sur le terrain de la *Lutte des Classes* ; et cela, parce que la lutte contre le fascisme, — comme la lutte contre la guerre, — c'est avant tout la lutte contre la bourgeoisie et son Etat soi-disant républicain. Les vrais révolutionnaires n'ont pas à défendre cet Etat contre un autre Etat, — cet autre fut-il fasciste, — mais à le détruire par la révolution libératrice. Pour eux, leur devoir n'est pas, comme Vaillant-Couturier l'a écrit dans *l'Humanité*, d'opposer à « la menace permanente d'un putsch fasciste, la barrière républicaine » ; mais de préparer l'avenir, et surtout contre le système capitaliste lequel engendre le fascisme et la guerre. Il faut que chaque ouvrier sache que la lutte véritable contre le fascisme ne peut être menée que sur le terrain de la *Lutte des Classes* ; et cela, parce que la lutte contre le fascisme, — comme la lutte contre la guerre, — c'est avant tout la lutte contre la bourgeoisie et son Etat soi-disant républicain. Les vrais révolutionnaires n'ont pas à défendre cet Etat contre un autre Etat, — cet autre fut-il fasciste, — mais à le détruire par la révolution libératrice. Pour eux, leur devoir n'est pas, comme Vaillant-Couturier l'a écrit dans *l'Humanité*, d'opposer à « la menace permanente d'un putsch fasciste, la barrière républicaine » ; mais de préparer l'avenir, et surtout contre le système capitaliste lequel engendre le fascisme et la guerre. Il faut que chaque ouvrier sache que la lutte véritable contre le fascisme ne peut être menée que sur le terrain de la *Lutte des Classes* ; et cela, parce que la lutte contre le fascisme, — comme la lutte contre la guerre, — c'est avant tout la lutte contre la bourgeoisie et son Etat soi-disant républicain. Les vrais révolutionnaires n'ont pas à défendre cet Etat contre un autre Etat, — cet autre fut-il fasciste, — mais à le détruire par la révolution libératrice. Pour eux, leur devoir n'est pas, comme Vaillant-Couturier l'a écrit dans *l'Humanité*, d'opposer à « la menace permanente d'un putsch fasciste, la barrière républicaine » ; mais de préparer l'avenir, et surtout contre le système capitaliste lequel engendre le fascisme et la guerre. Il faut que chaque ouvrier sache que la lutte véritable contre le fascisme ne peut être menée que sur le terrain de la *Lutte des Classes* ; et cela, parce que la lutte contre le fascisme, — comme la lutte contre la guerre, — c'est avant tout la lutte contre la bourgeoisie et son Etat soi-disant républicain. Les vrais révolutionnaires n'ont pas à défendre cet Etat contre un autre Etat, — cet autre fut-il fasciste, — mais à le détruire par la révolution libératrice. Pour eux, leur devoir n'est pas, comme Vaillant-Couturier l'a écrit dans *l'Humanité*, d'opposer à « la menace permanente d'un putsch fasciste, la barrière républicaine » ; mais de préparer l'avenir, et surtout contre le système capitaliste lequel engendre le fascisme et la guerre. Il faut que chaque ouvrier sache que la lutte véritable contre le fascisme ne peut être menée que sur le terrain de la *Lutte des Classes* ; et cela, parce que la lutte contre le fascisme, — comme la lutte contre la guerre, — c'est avant tout la lutte contre la bourgeoisie et son Etat soi-disant républicain. Les vrais révolutionnaires n'ont pas à défendre cet Etat contre un autre Etat, — cet autre fut-il fasciste, — mais à le détruire par la révolution libératrice. Pour eux, leur devoir n'est pas, comme Vaillant-Couturier l'a écrit dans *l'Humanité*, d'opposer à « la menace permanente d'un putsch fasciste, la barrière républicaine » ; mais de préparer l'avenir, et surtout contre le système capitaliste lequel engendre le fascisme et la guerre. Il faut que chaque ouvrier sache que la lutte véritable contre le fascisme ne peut être menée que sur le terrain de la *Lutte des Classes* ; et cela, parce que la lutte contre le fascisme, — comme la lutte contre la guerre, — c'est avant tout la lutte contre la bourgeoisie et son Etat soi-disant républicain. Les vrais révolutionnaires n'ont pas à défendre cet Etat contre un autre Etat, — cet autre fut-il fasciste, — mais à le détruire par la révolution libératrice. Pour eux, leur devoir n'est pas, comme Vaillant-Couturier l'a écrit dans *l'Humanité*, d'opposer à « la menace permanente d'un putsch fasciste, la barrière républicaine » ; mais de préparer l'avenir, et surtout contre le système capitaliste lequel engendre le fascisme et la guerre. Il faut que chaque ouvrier sache que la lutte véritable contre le fascisme ne peut être menée que sur le terrain de la *Lutte des Classes* ; et cela, parce que la lutte contre le fascisme, — comme la lutte contre la guerre, — c'est avant tout la lutte contre la bourgeoisie et son Etat soi-disant républicain. Les vrais révolutionnaires n'ont pas à défendre cet Etat contre un autre Etat, — cet autre fut-il fasciste, — mais à le détruire par la révolution libératrice. Pour eux, leur devoir n'est pas, comme Vaillant-Couturier l'a écrit dans *l'Humanité*, d'opposer à « la menace permanente d'un putsch fasciste, la barrière républicaine » ; mais de préparer l'avenir, et surtout contre le système capitaliste lequel engendre le fascisme et la guerre. Il faut que chaque ouvrier sache que la lutte véritable contre le fascisme ne peut être menée que sur le terrain de la *Lutte des Classes* ; et cela, parce que la lutte contre le fascisme, — comme la lutte contre la guerre, — c'est avant tout la lutte contre la bourgeoisie et son Etat soi-disant républicain. Les vrais révolutionnaires n'ont pas à défendre cet Etat contre un autre Etat, — cet autre fut-il fasciste, — mais à le détruire par la révolution libératrice. Pour eux, leur devoir n'est pas, comme Vaillant-Couturier l'a écrit dans *l'Humanité*, d'opposer à « la menace permanente d'un putsch fasciste, la barrière républicaine » ; mais de préparer l'avenir, et surtout contre le système capitaliste lequel engendre le fascisme et la guerre. Il faut que chaque ouvrier sache que la lutte véritable contre le fascisme ne peut être menée que sur le terrain de la *Lutte des Classes* ; et cela, parce que la lutte contre le fascisme, — comme la lutte contre la guerre, — c'est avant tout la lutte contre la bourgeoisie et son Etat soi-disant républicain. Les vrais révolutionnaires n'ont pas à défendre cet Etat contre un autre Etat, — cet autre fut-il fasciste, — mais à le détruire par la révolution libératrice. Pour eux, leur devoir n'est pas, comme Vaillant-Couturier l'a écrit dans *l'Humanité*, d'opposer à « la menace permanente d'un putsch fasciste, la barrière républicaine » ; mais de préparer l'avenir, et surtout contre le système capitaliste lequel engendre le fascisme et la guerre. Il faut que chaque ouvrier sache que la lutte véritable contre le fascisme ne peut être menée que sur le terrain de la *Lutte des Classes* ; et cela, parce que la lutte contre le fascisme, — comme la lutte contre la guerre, — c'est avant tout la lutte contre la bourgeoisie et son Etat soi-disant républicain. Les vrais révolutionnaires n'ont pas à défendre cet Etat contre un autre Etat, — cet autre fut-il fasciste, — mais à le détruire par la révolution libératrice. Pour eux, leur devoir n'est pas, comme Vaillant-Couturier l'a écrit dans *l'Humanité*, d'opposer à « la menace permanente d'un putsch fasciste, la barrière républicaine » ; mais de préparer l'avenir, et surtout contre le système capitaliste lequel engendre le fascisme et la guerre. Il faut que chaque ouvrier sache que la lutte véritable contre le fascisme ne peut être menée que sur le terrain de la *Lutte des Classes* ; et cela, parce que la lutte contre le fascisme, — comme la lutte contre la guerre, — c'est avant tout la lutte contre la bourgeoisie et son Etat soi-disant républicain. Les vrais révolutionnaires n'ont pas à défendre cet Etat contre un autre Etat, — cet autre fut-il fasciste, — mais à le détruire par la révolution libératrice. Pour eux, leur devoir n'est pas, comme Vaillant-Couturier l'a écrit dans *l'Humanité*, d'opposer à « la menace permanente d'un putsch fasciste, la barrière républicaine » ; mais de préparer l'avenir, et surtout contre le système capitaliste lequel engendre le fascisme et la guerre. Il faut que chaque ouvrier sache que la lutte véritable contre le fascisme ne peut être menée que sur le terrain de la *Lutte des Classes* ; et cela, parce que la lutte contre le fascisme, — comme la lutte contre la guerre, — c'est avant tout la lutte contre la bourgeoisie et son Etat soi-disant républicain. Les vrais révolutionnaires n'ont pas à défendre cet Etat contre un autre Etat, — cet autre fut-il fasciste, — mais à le détruire par la révolution libératrice. Pour eux, leur devoir n'est pas, comme Vaillant-Couturier l'a écrit dans *l'Humanité*, d'opposer à « la menace permanente d'un putsch fasciste, la barrière républicaine » ; mais de préparer l'avenir, et surtout contre le système capitaliste lequel engendre le fascisme et la guerre. Il faut que chaque ouvrier sache que la lutte véritable contre le fascisme ne peut être menée que sur le terrain de la *Lutte des Classes* ; et cela, parce que la lutte contre le fascisme, — comme la lutte contre la guerre, — c'est avant tout la lutte contre la bourgeoisie et son Etat soi-disant républicain. Les vrais révolutionnaires n'ont pas à défendre cet Etat contre un autre Etat, — cet autre fut-il fasciste, — mais à le détruire par la révolution libératrice. Pour eux, leur devoir n'est pas, comme Vaillant-Couturier l'a écrit dans *l'Humanité*, d'opposer à « la menace permanente d'un putsch fasciste, la barrière républicaine » ; mais de préparer l'avenir, et surtout contre le système capitaliste lequel engendre le fascisme et la guerre. Il faut que chaque ouvrier sache que la lutte véritable contre le fascisme ne peut être menée que sur le terrain de la *Lutte des Classes* ; et cela, parce que la lutte contre le fascisme, — comme la lutte contre la guerre, — c'est avant tout la lutte contre la bourgeoisie et son Etat soi-disant républicain. Les vrais révolutionnaires n'ont pas à défendre cet Etat contre un autre Etat, — cet autre fut-il fasciste, — mais à le détruire par la révolution libératrice. Pour eux, leur devoir n'est pas, comme Vaillant-Couturier l'a écrit dans *l'Humanité*, d'opposer à « la menace permanente d'un putsch fasciste, la barrière républicaine » ; mais de préparer l'avenir, et surtout contre le système capitaliste lequel engendre le fascisme et la guerre. Il faut que chaque ouvrier sache que la lutte véritable contre le fascisme ne peut être menée que sur le terrain de la *Lutte des Classes* ; et cela, parce que la lutte contre le fascisme, — comme la lutte contre la guerre, — c'est avant tout la lutte contre la bourgeoisie et son Etat soi-disant républicain. Les vrais révolutionnaires n'ont pas à défendre cet Etat contre un autre Etat, — cet autre fut-il fasciste, — mais à le détruire par la révolution libératrice. Pour eux, leur devoir n'est pas, comme Vaillant-Couturier l'a écrit dans *l'Humanité*, d'opposer à « la menace permanente d'un putsch fasciste, la barrière républicaine » ; mais de préparer l'avenir, et surtout contre le système capitaliste lequel engendre le fascisme et la guerre. Il faut que chaque ouvrier sache que la lutte véritable contre le fascisme ne peut être menée que sur le terrain de la *Lutte des Classes* ; et cela, parce que la lutte contre le fascisme, — comme la lutte contre la guerre, — c'est avant tout la lutte contre la bourgeoisie et son Etat soi-disant républicain. Les vrais révolutionnaires n'ont pas à défendre cet Etat contre un autre Etat, — cet autre fut-il fasciste, — mais à le détruire par la révolution libératrice. Pour eux, leur devoir n'est pas, comme Vaillant-Couturier l'a écrit dans *l'Humanité*, d'opposer à « la menace permanente d'un putsch fasciste, la bar

## UNION ANARCHISTE

**L'ennemi est chez nous !...**

Dix-huit ans à peine se sont écoulés depuis que les canons se sont tus. Et, dans le monde, ce n'est que bruits de guerre.

Prenant prétexte de ce que Hitler a réoccupé la zone démilitarisée du Rhin, toute la presse s'agit : « La France est menacée » ; « Notre honneur national est bafoué » ; « Contre le fascisme, tous debout ! », etc..

De l'extrême-droite à l'extrême-gauche, l'*« Union sacrée »* déjà se réalise.

Travaillleurs, souvenez-vous que c'est avec des mensonges semblables qu'on vous fit marcher en 1914. Pendant plus de quatre ans vous avez cru vous battre pour la Justice, le Droit et la Civilisation. Votre sacrifice devait, pour jamais, mettre fin au militarisme et à la guerre.

En réalité, c'est pour le capitalisme international que vous vous êtes battus; pour une poignée de profiteurs qui édifièrent sur votre misère et dans votre sang des fortunes colossales.

Aujourd'hui, vos dirigeants de tous les partis se préparent à recommencer ce crime :

**LE FRONT NATIONAL**, au nom de la Patrie bourgeoise, de l'honneur national; **LE FRONT POPULAIRE**, au nom de la Patrie socialiste, de la défense de l'U.R.S.S.

Enfin de compte, le résultat sera le même et c'est d'abord pour Schneide, de Wendel ou Mercier que vous serez sacrifiés. C'est pourquoi nous, anarchistes, nous vous crions :

**CETTE GUERRE, à laquelle on vous prépare, N'EST PAS VOTRE GUERRE.**

Si vous devez vous battre, c'est contre **L'ENNEMI INTERIEUR : contre le fascisme et le capitalisme français.**

Il ne peut y avoir d'intérêts communs entre eux et vous; entre vos exploiteurs et vos oppresseurs et vous, les exploités, les opprimés.

**C'EST SEULEMENT DE VOUS QUE DÉPEND VOTRE SALUT**

Ce n'est pas des organismes nationaux ou internationaux de la bourgeoisie. Ce n'est pas non plus de la S.D.N., tout exprès créée pour défendre les impérialismes vainqueurs contre les impérialismes vaincus.

Ne vous laissez pas entraîner dans des rivalités dont, une fois encore, vous feriez tous les frais.

Vous devez répondre par un NON ! catégorique à l'idée même de la guerre.

Et vous devez venir avec les anarchistes, avec tous les véritables pacifistes, avec tous les adversaires de la guerre et de l'*« Union sacrée »*, organiser contre la catastrophe le barrage seul efficace de votre refus intransigeant, par tous les moyens, y compris la grève générale, qui, en dernier ressort, sera seule capable d'arrêter l'ignoble boucherie.

Prolétaires, de toutes leurs forces, les anarchistes vous crient :

**SOUS AUCUN PRETEXTE, N'ACCEPTEZ LA GUERRE**

**VOUS, SES VICTIMES, DRESSEZ-VOUS TOUS CONTRE ELLE**

**DETOURNEZ-VOUS DES MAUVAINS BERGERS BLANCS, BLEUS OU ROUGES, QUI VEULENT VOUS Y ENTRAINER.**

**Et alors elle n'aura pas lieu !!!**

**La campagne antiparlementaire**

(Suite de la première page)

Il importe également que tous nos amis qui sont en mesure de le faire posent sans tarder leur candidature dans leur localité, afin de disposer de panneaux pour y apposer nos affiches.

Rappelons à nouveau le texte de la déclaration à adresser au préfet du département dans lequel le candidat se présente :

Monsieur le préfet,

Je soussigné (nom et prénoms, date et lieu de naissance et profession) demeurant ..., rue ..., département ..., déclare être candidat de l'Union Anarchiste aux élections législatives des 26 avril et 3 mai 1936, dans la circonscription de ...

Je désire, en outre, obtenir un panneau d'affichage.

Signer et faire légaliser sa signature par le maire de la localité.

Pour Paris et la Seine, les candidats doivent se présenter à l'Hôtel de Ville (bureau des élections) avec leur déclaration légalisée par le maire de l'arrondissement pour Paris ou la commune pour la banlieue.

Que ceux de nos amis de Paris et de la Seine qui ne peuvent se déplacer pour aller à l'Hôtel de Ville adressent le plus rapidement possible leur déclaration à Fremont, au « Libertaire », qui fera le nécessaire dans le minimum de temps.

Nous pensons qu'avec ces dispositions aucun militaire de ce nom ne peut se dispenser de participer activement à notre propagande.

Voir ci-dessous les conditions auxquelles nous pouvons fournir : affiches, tracts, pamphlets, journaux.

**LE COIN DES JEUNES**

VERDUN, VISION D'HISTOIRE !

Il est vraiment micropoliant de voir nos Bolochs s'en aller piousement en pèlerinage sur les champs de bataille de Verdun.

C'est avec fougue que dans l'*« Humanité »* et l'*« Avant-Garde »*, ils appellent la jeunesse ouvrière à adhérer à ce pieux pèlerinage du siècle.

Le Comité Central des I.C. va rudement fort quand il fait appel aux organisations de Jeunes pour participer en masse à cette marche d'un nouveau genre « contre la crise et pour la génération du feu ».

Messieurs les Staliniens, croyez-vous que c'est en allant faire les idiots à Verdun que vous résoudrez la crise et luttez contre la guerre.

Le temps n'est pourtant pas si loin où vous étiez anti-militaristes. Rappelez-vous pendant la guerre du Maroc, où à la Chambre des députés, Doriot, alors grand lutteur du parti communiste, s'écriait : « Camarades soldats, faites comme vos frères espagnols ! Fraternisez avec l'ennemi ! »

A cette époque, vous vous déclariez contre toute guerre impérialiste, disant aux prolétaires : « Vous n'avez rien à faire dans cette guerre, elle n'est pas la vôtre ».

Vous voulez lutter contre la crise en allant commémorer les glorieux « morts de Verdun ». Nous nous demandons ce que la crise va bien faire dans une telle histoire.

Ne serait-ce pas plutôt pour sceller un peu plus l'Union Sacrée ? Pour créer cette psychose de la guerre, si nécessaire en vue d'un nouveau cataclysme ?

Si les prolétaires n'y prennent garde, d'ici quelque temps, nous serons mûrs pour de nouveaux Verdun. Pour la seconde fois vous trahirez, Cachin, le social-patriote de 14-18 et vous tous les révolutionnaires en peau de lapin à la solde de Moscou.

Jeune ! pour barrer la route à la guerre, il s'agit de réagir. Viens avec nous pour lutter contre le militarisme et pour construire une Société où l'on ne connaîtra plus ce dénuement de l'humanité.

Senez.

**Pour éclairer la lanterne de Paul Faure**

Dans le *Populaire* de mardi dernier, 31 mars, au sujet des livraisons de minerai de fer à l'Allemagne hitlérienne, Paul Faure écrit ce qui suit :

« Après des semaines de silence généra, la presse inspirée par le Comité des Forges a fini par découvrir un argument en réponse à ceux qui ont trouvé anormale la livraison de 24 millions de tonnes de minerai de fer à Hitler.

« Il paraît que la Suède aurait aussi exporté du minerai en Allemagne, et il y a un gouvernement socialiste à Stockholm !

« Nous avons eu toutes les peines du monde à obtenir pour notre propre pays des précisions sur les opérations en question.

« Les chiffres que nous avons publiés sont indiscutables et d'autre part indiscutés.

« J'avoue n'avoir pour le moment aucun moyen qui me permette d'informer ou de confirmer l'information sur la nature et le volume des exportations suédoises.

« Mais je demande en quoi le fait, s'il est exact, atténuerait pour aussi peu que ce soit la responsabilité du capitalisme français.

« Il ne s'agit pas du tout de savoir si d'autres ont aidé l'Allemagne à refaire sa force militaire, en violation du traité de Versailles, et à accumuler des stocks de minerai en prévision d'une guerre éventuelle.

« La Suède et la France sont vis-à-vis de l'Allemagne sur des plans différents. C'est le moins qu'on puisse dire.

« Ne mélosons pas toutes les questions et n'embrouillons pas un débat fort clair ».

Sans doute les moyens du leader socialiste sont-ils très limités, et c'est la raison qui m'incite à lui venir en aide, oh / en tout honneur.

Je lui indiquerai donc que les exportations du T.O.G., le grand trust minier suédois, se sont élevées en février 1936 à 686.000 tonnes, contre 442.000 en 1935 et 196.000 en 1934 (soit une progression de 241 % en deux ans).

Je crois que pour un « fait » celui-ci a son importance, et les camarades libertaires pourront aussi en faire leur profit, au cours des discussions que ne manquera pas de susciter la campagne électorale des pacifistes de contrebande.

Voici, au surplus, les chiffres officiels, en ce qui concerne le travail accompli par nos patriotes du Comité des Forges. Ils ont été fournis par le ministre des Finances, en réponse à la question écrite (n° 14787) par le député Salette.

1930 : 24.029.410 quintaux métriques ; 1931 : 15.748.850 ; 1932 : 7.116.599 ; 1933 : 11.566.202 ; 1934 : 17.060.916 ; 1935 : 58 millions 616.111 quintaux métriques.

Ce qui, avec les chiffres de 1936, donne approximativement les 24 millions de tonnes dont il est question (puisque la progression fut continue ces derniers mois).

D'autre part, comme dans le *Populaire* on ne cause jamais des exportations du manganèse indispensable au traitement de ce minerai, qui furent faites par l'U.R.S.S. et qui, de l'aveu de l'*« Humanité »*, satisfont à 60 % des besoins de l'Allemagne, je suppose que, sur ce point encore, le Camarade Paul Faure manque de moyens d'investigation...

Le camarade Thorez serait bien inspiré de lui fournir des précisions.

Il paraît que l'U.R.S.S. vient de prendre la décision de rompre ses négociations avec les organismes compétents de l'Economie Nationale du Reich, et l'information venue de Londres ajoute :

« Les échanges commerciaux entre les deux pays consistaient essentiellement dans l'achat par les Soviets de produits manufacturés allemands et l'importation par l'industrie du Reich de matières premières russes. Ainsi l'économie germanique trouvait dans ces échanges un double avantage auquel s'ajoutait un troisième : la faculté dont il s'agit de faire escoper les trattes soviétiques à New-York et à Londres notamment, et par la de se procurer de l'argent pour continuer la lutte, mais aussi à débouché à leur activité qui résulte de leur participation dans l'action et la coordination des efforts pour la lutte immédiate et d'avenir.

J'inclinerais plutôt à penser qu'absorbés, débordés par les tâches quotidiennes, en cette période exceptionnellement troublée, nos camarades n'ont pu comme ils auraient désiré se consacrer plus spécialement au regroupement anarchiste-communiste.

Ceux des nobles qui nous précédèrent dans la lutte sociale et qui furent les meilleurs animateurs du mouvement ouvrier d'avant-guerre, ces anarchosyndicalistes dont nous défendons les conceptions, ont montré que les principes d'autonomie et de fédéralisme dont nous nous réclamons n'excluent nullement la méthode dans l'action et la coordination des efforts pour la lutte immédiate et d'avenir.

Le camarade Thorez serait bien inspiré de lui fournir des précisions.

Il paraît que l'U.R.S.S. vient de prendre la décision de rompre ses négociations avec les organismes compétents de l'Economie Nationale du Reich, et l'information venue de Londres ajoute :

« Les échanges commerciaux entre les deux pays consistaient essentiellement dans l'achat par les Soviets de produits manufacturés allemands et l'importation par l'industrie du Reich de matières premières russes. Ainsi l'économie germanique trouvait dans ces échanges un double avantage auquel s'ajoutait un troisième : la faculté dont il s'agit de faire escoper les trattes soviétiques à New-York et à Londres notamment, et par la de se procurer de l'argent pour continuer la lutte, mais aussi à débouché à leur activité qui résulte de leur participation dans l'action et la coordination des efforts pour la lutte immédiate et d'avenir.

Or, qu'avons-nous à leur offrir dans cet ordre de chose ? Sans doute, en quelques rares endroits, des groupes, animés par des militants actifs, sont capables d'utiliser ce concours de circonstances favorables à notre développement, mais c'est là une action isolée et qui ne dépasse pas le cadre local.

Le plus dur du temps, alors que dans une même localité se manifestent plusieurs activités individuelles, le groupe n'existe pas

et le sympathisant ne sait où s'adresser pour apporter sa pierre à l'édifice que nous faisons.

Dans les conjonctures présentes, ce problème est de la plus cruelle actualité.

Leurs scrupules, ou leurs remords s'ils sont capables d'en avoir, viennent trop tard aux gouvernements français, russes et sud-africains. Leur criminelle besogne n'en est pas moins accomplie, et toutes les dissensions savantes des politiciens ne pourront rien y changer.

Puisse la récolte qu'ils ont préparée ne pas porter des fruits trop lourds aux épau-les d'une civilisation valetudinaire.

En attendant le jour inaccessible où les peuples seront enfin capables de faire leurs affaires eux-mêmes...

LE BANLIEUARD.

CAMARADES DE LA REGION PARISIENNE,

Pour le *Libertaire*,  
Pour la propagande anarchiste,  
Soyez tous dimanche à notre fête.

Ceux qui s'en vont...

AGHILLE LAUSILLE

Nous avons appris par la *Patrie Humaine* que les derniers procès politiques qui se sont déroulés en Suisse et en France ont montré les progrès incessants de ces camarades pour de nouveaux succès. Ainsi, le 17 février 1936, les chats fourrés de la Justice suisse distribuèrent plus d'une soixantaine de mois de prison à des camarades pour leurs actions anti-militariste et anti-fasciste.

Voici les camarades anarchistes emprisonnés : Tronchet Henri : deux ans ; Moret Armand : 15 mois ; Boesiger André : 17 mois de prison pour protestation contre le militarisme et refus de servir à l'armée.

Chevalier Fernand : 4 mois ; Tronchet Lucien : 1 mois ; Cornu Auguste : un mois ; Fellay Ferdinand : huit jours, pour action contre les fascismes italiens, action syndicale et démolition de taudis.

Louis Loréal, à la prison de la Santé, paie sous un régime républicain de gauche son attachement aux idées du pacifisme intégral et, avec lui, d'autres objecteurs, d'autres révolutionnaires sont toujours en prison.

Il faut réagir sauver ces camarades qui courent dans les geôles des « démocraties républicaines ».

Contre le fascisme oui, contre l'hitlérisme oui, contre les persécutions en Russie oui, contre tous les « fascismes » contre toutes les réactions d'où elles viennent et où elles se manifestent.

Des Etats-Unis nous parviennent des informations que des camarades italiens et allemands — prisonniers politiques du Ministre du Travail — vont être libérés aux fascismes du Duce et du Führer.

Voici les noms : D. Salutto, V. Ferrero, A. Miller, F. Wermann, W.-E. Bier.

Avant qu'il ne soit trop tard, protestez contre ces actes d'injustice.

Alerte donc : contre la tyrannie et les criminels agissements des gouvernements.

Alerte, vous qui vous refusez à l'esclavage et qui aspirez au droit à la vie.

C'est un rude camarade, sincère et dévoué qui disparaît à l'âge de 35 ans.

**Le Congrès de Pâques**

## AUX GROUPES ET CAMARADES

Nous rappelons que le Congrès de l'Union Anarchiste se tiendra à Pâques, les dimanches 12 et 13 avril, à Paris, 10, rue Dupetit-Thouars.

Voici l'ordre du jour proposé par la Commission administrative :

I. — Rapport moral et financier ;

II. —



## Le danger du Front populaire

**L**ES délégués au Congrès de Toulouse, cédant sans doute à un emballement bien compréhensible, ne semblent pas avoir pesé comme la situation l'exigeait, les conséquences de l'adhésion de la C.G.T. au programme cocktail du Front populaire.

Ils ont cru et suivi les mauvais prophètes venus dans un but facile à deviner, leur faire partager leur scepticisme sur les capacités de lutte de la classe ouvrière, et ils ont marché, pour l'alliance proclamée invincible, avec les classes moyennes, malgré que de nombreuses expériences se chiffrent par un bilan négatif. Quand, toutefois, elles n'ont pas tourné finalement à l'encontre des intérêts du prolétariat.

Peut-on véritablement penser que la nouvelle expérience tentée sous le nom de Front populaire peut n'être pas tout aussi décevante ? Il n'est que de voir le spectacle pré-électoral que nous donnent ses augures pour être en mesure de vérifier la fragilité d'une aussi inconcevable espérance.

En vérité, ce spectacle est si édifiant que seuls les aveugles volontaires et les sourds obtiennent pourtant encore quelque temps, en y mettant une supplémentaire bonne volonté, croire en la valeur du Front populaire et aux possibilités de réalisation de sa prochaine équipe ministérielle.

Eh ! oui, à mesure que les élections approchent, un malaise pénètre visiblement le Front populaire. Ah ! comme nous sommes déjà loin de l'époque pourtant récente du début, où les partis affichaient des airs de matamores. On allait voir ce qu'on allait voir.

Le chômage généralisait la misère, on proposait le remède souverain d'un programme de grands travaux.

La gent boutiquière, excellente clientèle électorale, menacée de ruines, on se faisait fort de relever ses affaires par un relèvement du pouvoir de consommation des masses.

Les paysans voyaient pourrir leurs produits faute de trouver acheteur, on proclamait que la clé de la situation résidait dans une valorisation des produits de la terre et un développement de la consommation.

Les fonctionnaires venaient d'être frappés dans leurs moyens d'existence, on ne trouvait pas assez de mots pour dénoncer ce scandale et on signifiait hautement que les partis du Front populaire n'auraient de cesse tant que ces décrets-lois de misère ne seraient pas abolis.

Et couronnement de tout cet édifice de bluff, on se faisait fort de faire payer les riches.

Oui ! sans doute pour mieux dupper les prolétaires, les politiciens du Front populaire le répétaient à satiété, les riches paieraient, on était près à les prendre à la gorge pour qu'ils crachent une partie de leurs dividendes.

Quant aux 200 familles, elles pouvaient prendre leurs dispositions pour s'en aller jour sous d'autres cieux plus cléments, autrement leur compte était bon.

Comment peut-il se faire qu'à la veille des élections, ces belles et ardent velléités d'action s'atténuent si curieusement ? A quel miracle assistons-nous ? Le loup se métamorphose-t-il en agneau ? Le lion arrogant se sent-il flacolet sur ses pattes ?

C'est fort simple. Sur le point d'être placé au pied du mur, le Front populaire se dégonfle lamentablement.

C'est là l'avou à peine camouflé que l'arme politique n'est pas aussi efficace qu'on le prétend et que le bulletin de vote est en réalité bien peu de chose.

Les partis du Front populaire craignent de faire la démonstration de leur complète impuissance, d'où le recul stratégique qui s'abat.

Nous avons l'amusement de voir les conjurés triturer, voire même torturer les phrases du programme rédigé en commun, afin d'y trouver quelques bonnes excuses à servir aux électeurs au lendemain des élections.

Très significative est la polémique qui se poursuit entre les socialistes, d'une part, et les radicaux et communistes, de l'autre.

Les S.F.I.O. demandent, comme l'indique l'« initiative » de Vincent Auriol, que le programme du Front populaire ne soit pas seulement une plateforme électorale, mais encore un programme d'action gouvernemental. Aussi les partis et leurs candidats devraient prendre des engagements nets.

Une telle conception heurte les radicaux et communistes. Les premiers se refusent à voir dans le programme autre chose qu'une nomenclature de clichés électoraux, ce qui indique suffisamment quel sort ils entendent lui réservé. Quant aux communistes, ils marchent à fond pour la thèse radicale, non pas qu'ils ne seraient pas ravis de pouvoir galvaniser les masses par quelques gestes symboliques, mais la diplomatie staliniste a besoin d'une équipe de gauche au pouvoir, et comme les radicaux sont appelés à la constituer, on comprend le soin des stalinistes à les soutenir et à les protéger contre les ukases des socialistes.

Il est même vraisemblable que les « bolchevistes » feront tout en leur pouvoir pour assurer la durée de ce gouvernement.

Que deviendra alors la bonne partie à la crème des électeurs ? Il n'est pas besoin d'avoir recours au marc à café pour le prophétiser.

Puisqu'il est archi-démontré que tout gouvernement ne peut rien d'efficace contre les véritables maîtres du pays, que toute action gouvernementale doit s'inspirer des intérêts des féodaux. Le gouvernement du Front populaire devra pratiquer la politique qui lui sera dictée, sinon ce sera son éviction rapide du pouvoir au profit d'une équipe plus malléable.

Le gouvernement du Front populaire, s'il veut durer, devra « oublier » le fameux programme et même pratiquer une politique anti-ouvrière.

Certes, cela n'ira pas tout seul, les masses populaires ne manqueront pas de manifester leur rançœur par quelques mouvements puissants, qu'il faudra maîtriser. C'est alors que les communistes se verront contraints de se démasquer. Pour sauver le gouvernement des gauches, nous les verrons s'employer avec vigueur à freiner l'action ouvrière, à manœuvrer pour lui éviter toute passe difficile.

Que l'on ne croie pas que nous exagérons, un avenir proche viendra confirmer ce que nous avions. Et alors ?

Ne sera-t-il pas trop tard pour le mouvement syndical pour échapper au désastre ? N'avons-nous pas raison de regretter que le Congrès de Toulouse ait donné son adhésion au programme du Front populaire ?

Une grave erreur a été commise, souhaitons qu'elle n'ait pas des conséquences tragiques pour le mouvement ouvrier.

J. RIBEYRON.

## LA VIE SYNDICALE

Très curieuse cette note de l'Union des syndicats de la Seine relative à la distribution d'un tract contre la guerre signé de plusieurs syndicats et combien révélatrice d'un état d'esprit que pourtant, on essaie de camoufler.

Le tract en question reproduit le texte de la motion des correcteurs escamotée à Toulouse, parce que sans doute, elle avait le tort de proposer une position nette contre la guerre et rendait impossible toute tentative d'unions socialistes.

C'était là une perspective bien faite pour déplaître aux chefs ex-confédérés et qui heurtait leurs sentiments bellicistes des ex-unitaires. Aussi pas ! plus rien.

La popularisation de cette motion ne pouvait qu'agir gênant pour les escamoteurs, d'où la note envoyée à la presse qui avait un petit air de mise en garde. Il fallait jeter le trouble chez les syndicats de façon à paralyser toute opposition antiguerriste.

C'est là le but caché de cette note car n'est-ce pas, personne n'a coupé dans le prétexte innocent, il n'est que de voir le tract pour constater que sa présentation ne laisse nullement croire à un patronage de l'Union des Syndicats.

Les cadres ouvriers sont décidément acquis à l'Union sacrée et à la guerre. Plus que jamais que les travailleurs veillent au grain.

On est en train de nous la préparer une nouvelle fois fraîche et joyeuse. Le langage de l'Humanité ne nous laisse le moindre doute et les agissements des communisées dans les syndicats deviennent chaque jour plus clairs.

Petit fait significatif c'eût été pourtant d'autrui.

L'Humanité de dimanche dernier a publié le compte rendu du Conseil fédéral des cheminots, au cours duquel un débat sur la guerre s'est terminé par l'adoption d'une motion très orthodoxe par rapport à la position d'unions socialistes.

Le n'y a eu que trois abstentions annoncées le journal communiste et encore triomphé-t-il, l'une sans doute, celle du vieux camarade Navéz, qui au nom du Nord-Belge, a déclaré :

On n'en avons assez des atermoiements des François.

Ce qui peut dire que ce vieillard calamiteux voudrait que vite, on se lance dans une nouvelle boucherie antisémitique.

Comme on comprend l'enthousiasme de l'Humanité.

On a fort remarqué la disgrâce du fameux galopin qui présida longtemps aux destinées de la fédération unitaire des métiers.

Les communistes ne l'ont pas proposé au récent congrès de fusion de la corporation qui s'est tenu à Toulouse pour faire partie, soit du Bureau fédéral réunifié, soit de la Commission administrative, ils l'ont rejeté au comité fédéral, ce qui équivaut à un limogeage.

Coste, surnommé Alfred le Pingouin par les métallurgistes, répète partout que ce limogeage est la conséquence de l'attitude sectaire de Galopin en regard de l'Unité ! Mais alors si c'est vrai, on pourrait s'étonner que tant de chefs unitaires qui ont crié en écho à Monmousset : C. G. T. unique, C. G. T. de trahison ! ne subissent pas le même sort.

Il semblerait plutôt que le clan vainqueur au P. C. se met à faire payer cher au clan vaincu les frévoirs qu'il éprouva au temps de la radicalisation des masses et des extra-durs des durs.

Car le P. C. ressemble à s'y méprendre à ses sommets, à un grondant panier de crabes.

Beaucoup de « déserteurs » de ce parti l'avaient dit, aujourd'hui nous le constatons une fois de plus.

L'Humanité s'est fortement indignée d'un compte-rendu d'une conférence de Belin sur l'unité publiée par le Peuple belge. Belin, conquis l'Ironie avec la cruauté aurait parlé des positions internationales changeantes, ce qui, on le concorde n'est pas fait pour remplir de joie nos « bolchevistes » qui prennent des airs de nouveaux offensifs. Vrai, c'est exact.

Pour les communistes, avoir réalisé l'unité, cela veut dire que leurs adversaires doivent renoncer à toutes critiques, sinon, ils courront le risque d'être taxés d'anti-unitaires.

Nous nous trouvons devant une tentative de changement contre laquelle il convient de s'élancer pour que l'unité soit sauvegardée.

Que les militants syndicalistes ne se laissent pas influencer.

Le coup de Toulouse n'empêchera pas nombreux syndicats de s'affirmer nettement sur la question de la guerre. Les syndicats de la révolution parisienne discutent à l'heure actuelle la motion anticommuniste du syndicat des correcteurs et tout laisse prévoir qu'un grand nombre, sinon la majorité, tiendront à l'adopter. Ainsi l'escamotage de Toulouse se révélera-t-il imprudent.

L'Union des mécaniciens de la Seine, un syndicat resté jusqu'à ce jour dans l'orthodoxie confédérée la plus complète vient lors de la réunion de son Conseil syndical de donner son adhésion à la motion des correcteurs.

Voilà un vote qui ne manque d'être fort révélateur sur la résistance qui se dessine contre les artisans de l'Union sacrée.

Que les militants syndicalistes redoublent d'efforts, le camp des va-t'en guerre finira par être emporté par le courant des ceux qui ne veulent pas se laisser conduire à l'abattoir.

SYNDICAT DE L'AMÉBULEMENT DE LA SEINE (C.G.T.S.R.)

Réunion des compagnons, dimanche 5 avril, à 10 h. du matin, Bourse du Travail, chez les métiers, bureau 21, au 5<sup>e</sup> étage.

## LA VOIX DE PROVINCE

### BREST

#### CONFERENCE FREMONT

A l'appel des libertaires et sympathisants bretons, notre camarade Frémont est venu pour la première fois à Brest conférencier sur une question tant débatue. « Le Front Populaire » peut-il nous sauver ?

Une jolie assistance de 300 personnes remplit une des salles de la Maison du Peuple, si utile aux travailleurs.

Après un préambule de R. Martin qui déclare que nous ne fuyons pas la contradiction et qu'elle serait garantie et à une heure raisonnable, à l'encouragement de nos adversaires, Frémont paraît à son tour sur les trois points : Le Pain, La Liberté et la Paix.

Après avoir indiqué ce que furent les premiers comités antifascistes fondés à la suite des émeutes du 6 février 1934, il montre le P. C. fondé par le rassemblement populaire du 14 juillet 1935.

Il fit une courte démonstration des problèmes économiques du moment et de l'incapacité du régime capitaliste à les résoudre et qui vous résoudre en ce régime était une grosse erreur.

Le programme du F. P. dit-il, n'est qu'un programme électoral, vide de toute substance et s'il vient à pouvoir, il se conduira comme le Bloc des Gauches de 1934 et de par les boueurs qui le composent, il donnera des garanties aux banquiers s'il leur ait de l'argent pour sa trésorerie et quant aux grands travaux ou trouvera-t-il de l'argent, sinon chez eux.

Frémont demande quels sont les moyens en régime capitaliste de faire payer les riches.

Le problème de la liberté ne sera pas résolu par le F. P. qui, toujours par sa composition hétérogène est prisonnier des classes moyennes.

Il cite différents faits historiques où tous les partis politiques qu'ils soient, ont agi d'une façon répressive contre les ouvriers et termine sur le problème de la liberté qu'il sera résolu soit par le fascisme ou la Révolution.

Sur le problème de la paix, Frémont indique à quelle discussion va aboutir le Front Populaire et montre que Hitler a profité de traité de Vassieux pour se monter au pouvoir, que le pacte franco-russe de 1933 ressemble comme un frère à celui d'avant 1914.

Pour lutter contre la guerre, il faut avoir confiance en soi-même et classe ouvrière de la guerre, il faut jeter le trouble chez les syndicats de façon à paralyser toute opposition antiguerriste.

Le tract en question reproduit le texte de la motion des correcteurs escamotée à Toulouse, parce que sans doute, elle avait le tort de proposer une position nette contre la guerre et rendait impossible toute tentative d'unions socialistes.

C'est là une perspective bien faite pour déplaître aux chefs ex-confédérés et qui heurtait leurs sentiments bellicistes des ex-unitaires. Aussi pas ! plus rien.

La popularisation de cette motion ne pouvait qu'agir gênant pour les escamoteurs, d'où la note envoyée à la presse qui avait un petit air de mise en garde.

Le discours fut écouté attentivement et se pénétra très applaudis.

A la fin, Frémont demande quels sont les moyens en régime capitaliste de faire payer les riches.

Le P. C. malgré bien des réserves, il était toutefois d'accord sur certains points avec Frémont.

Ces deux contradicteurs tinrent la tribune pendant une heure un quart, ceci pour indiquer que nous, les libertaires, ne craignons pas les exposés des idées adverses.

Frémont leur répondit facilement et indiqua au deuxième contradicteur que nous ne sommes pas, quoique cela-ci le déclare, partisans du tout ou rien ; mais c'est sur les méthodes que nous différons, et de nombreux applaudissements éclatèrent ce débat.

La conférence fit une excellente impression dans l'auditoire et fut d'autant plus favorable que les orateurs étaient de très bons orateurs.

Et certainement quand notre ami A. Faure viendra en notre ville fin mai, ce sera un grand triomphe et une poussée très grande vers notre groupement.

A nous tous donc d'agir au mieux de nos possibilités.

Le Laun.

#### MEETING CONTRE LA GUERRE

Le Comité antifasciste brestois organisait un meeting contre la guerre, le dimanche 29 mars, dans la grande salle de la Maison du Peuple.

A 21 heures, lorsque le vieux camarade Calvarin qui présidait, ouvrit la séance, c'est un réencontro pour les camarades restés fidèles au Comité antifasciste, de constater que près d'un million d'auditeurs affirment par leur présence leur volonté antiguerriste. Avant de demander à la parole aux orateurs, Calvarin rappelle ce que la guerre de 1914-18 coûta de vies humaines, de blessés et mutilés, de veuves et d'orphelins dans chacune des nations belligerantes. C'est avec toute sa foi de vieux lutteur qu'il dénonce ce qui semblaient les horreurs et les destructions de la guerre qui nous menacent.

Le camarade R. Martin s'efforce de démontrer l'incompétence, l'impuissance de la S. A. N., ainsi que les pactes et autres alliances militaires. Il met en relief les volontés malfaîtes des gouvernements. Il dénonce « l'Union Sacrée » dans laquelle, déjà, on s'apprête à englober la classe ouvrière. Derrière « l'unité », il y a les travailleurs et ce sont des travailleurs allemands, français et russes qui seraient massacrés dans cette nouvelle guerre.

Le camarade Frémont démontre longuement que le clan vainqueur au P. C. se met à faire payer cher au clan vaincu les frévoirs qu'il éprouva au temps de la radicalisation des masses et des extra-durs des durs.

Il semblerait plutôt que le clan vainqueur au P. C. ressemble à s'y méprendre à ses sommets, à un grondant panier de crabes.